

Forum Eau & Energie en Afrique

Pour des partenariats "gagnant -

Une délégation conduite par plusieurs ministres africains était présente au dernier Forum « Eau et Energie en Afrique » organisé au mois de novembre dernier à Lyon par l'Agence de Développement des Entreprises en Afrique (ADEA). La maîtrise de l'eau potable et de l'énergie constitue l'un des enjeux majeurs de l'Afrique de demain. Cette thématique a été l'objet d'une conférence sur le salon Classe Export qui a connu une participation très active.



Au premier plan Michel Adda, Dg de la Promotion du Secteur Privé, Ministère du Développement Industriel et de la Promotion du Secteur privé, Congo Brazzaville. A sa droite, Albert Olong Ndong, Directeur au Ministère PME/PMI du Gabon, Abdoulaye Kante Dg ADEA. En arrière plan, Issa Campaore Dg du Cabinet Demain (Etudes, conseils, formations,...) Burkina Faso.

« L'Afrique est méconnue. Il faut dépasser cette perception négative d'un continent à la dérive et aller découvrir ses réalités, son dynamisme sur le terrain » affirme Hamed Diane Semega, Ministre malien de l'énergie, des mines et de l'eau et l'une des principales personnalités de la délégation africaine présente sur le salon Classe Export et sur le Forum « Eau et Energie en Afrique ». Deux événements qui auront permis aux entreprises françaises de prendre la mesure des opportunités d'investissement dans différents pays d'Afrique : Congo Brazzaville, Mali,

Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Niger, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal et dans de nombreux secteurs.

A commencer par ceux de l'énergie et de l'eau, deux priorités absolues. « Réduire de moitié d'ici 2015 la proportion d'individus n'ayant pas accès à l'eau potable, tel est l'un des Objectifs du Millénaire du Développement dans le secteur de l'eau adoptés par les Nations Unies » souligne Abdoulaye Kante, Directeur d'ADEA et organisateur du forum. La France, l'un des principaux donateurs dans ce secteur consacre

gagnant" entre la France et l'Afrique

environ 400 millions d'Euros/an en aides affectées à la construction et l'équipement d'infrastructures d'approvisionnement en eau, l'amélioration des systèmes d'adduction, d'assainissement et de gestion.

Un immense marché énergétique

Dans le secteur de l'énergie, les besoins d'investissements sont également importants. L'Afrique centrale détient plus de 57 % du potentiel hydroélectrique de tout le continent.

Plusieurs infrastructures sont en cours de réalisation ou en projet dans différents pays. Ainsi, un programme de micro centrales hydroélectriques est sur le point d'être lancé au Congo Brazzaville.

D'autres programmes seront lancés dans le secteur des énergies renouvelables (solaire, éolien).

Au Mali, même option sur les énergies renouvelables et le biocarburant. Un grand projet de pipe-line entre le Ghana et le Burkina Faso pour le transport des énergies, et de barrage hydroélectrique. « Les entreprises asiatiques sont très agressives et pragmatiques mais nous souhaiterions accentuer les coopérations avec les régions françaises avec lesquelles nous partageons la même langue » résume Senturel N'Goma Madoungou, Ministre des PME et PMI du Gabon.

Des mesures visant à favoriser et faciliter les partenariats

La mise en oeuvre de ces projets s'accompagne de mesures incitatives. Ainsi, des avantages fiscaux à l'investissement et à l'exploitation s'appliquent aux entreprises étrangères au Gabon (15 ans d'exonération fiscale sur l'équipement touristique) et au Burkina Faso, qui encourage dans le même temps le développement du secteur privé. On peut également citer la création de zones franches au Congo, les subventions accordées par l'Etat malien aux premières installations dans un cadre réglementaire et législatif ad hoc, ou encore l'ouverture aux investisseurs étrangers des secteurs de l'eau et de l'énergie au Cameroun.



Le ministre des PME-PMI du Gabon, Senturel N'Goma Madoungou lors de son intervention